



## LIGNES DIRECTRICES POOLED FUND DU CLUSTER PROTECTION RDC

### Introduction

Les Lignes Directrices du cluster protection sont élaborées afin de présenter les principes de protection et les critères de sélection pour la mise en œuvre des projets humanitaire dans le secteur de la protection pour financement par les fonds humanitaires communs (Pooled Fund). Ce document est mis à jour régulièrement en consultation avec les membres du Cluster Protection et partagé avec ces derniers. Il constitue la base pour l'évaluation technique des projets soumis pour des financements Pooled Fund par le Cluster Protection RDC.

### Partie 1: Objectif/s et structure du projet

#### 1.1 Objectifs : Référence au PAH (2013) et à la stratégie nationale du cluster protection :

- **L'organisation/agence doit spécifier l'/les objectif/s du PAH correspondant au projet parmi les suivants:**
  1. Renforcer la protection de la population civile dans les zones affectées par les crises.
  2. Réduire la morbidité et la mortalité au sein des populations affectées par les crises.
  3. Améliorer les conditions de vie, réduire la vulnérabilité et préserver la dignité des personnes et communautés affectées par les crises.
  4. Restaurer les moyens de subsistance et renforcer la résilience des communautés affectées par les crises, et faciliter le retour et la réintégration durable des populations déplacées et réfugiées.

**Dans le cadre de l'objectif général de protection** « Renforcer la protection de la population civile affectée par l'insécurité, les conflits, les déplacements et les violations des droits humains et faciliter le retour et la réintégration durables des populations déplacées et réfugiées »

- **L'organisation/agence doit spécifier l'objectif/les objectifs spécifique/s de la stratégie du cluster protection correspondant au projet :**

*Objectif spécifique 1:* Prévenir et atténuer les risques de protection des populations liés à l'insécurité, les conflits armés et les violations des droits humains dans les zones d'origine, de déplacement et de retour ou réinstallation.

*Objectif spécifique 2:* Améliorer la réponse aux besoins de protection des victimes/survivant(e)s des violations des droits humains et leur accès à l'assistance, la justice, la compensation, la réhabilitation et la restitution dans les zones d'origine, de déplacement et de retour ou réinstallation.

- **Le projet doit répondre aux priorités de protection (thématiques et géographiques) contenues dans les stratégies provinciales du cluster protection**



## 1.2 Structure du projet

➤ **Le projet doit :**

- (a) Contenir une analyse du contexte et une évaluation de la situation de protection dans la/les zone/s de mise en œuvre du projet
- (b) Fixer des objectifs, les indicateurs et des résultats en matière de protection
- (c) Décrire les activités en matière de protection
- (d) Décrire la méthodologie de suivi et évaluation de l'impact en termes de protection

### 1. Analyse de la situation et évaluation de la protection

➤ **Le projet doit :**

- (a) Être basé sur une solide compréhension du contexte sociale et des risques actuels de protection auxquels les populations sont confrontées ;
- (b) Présenter une analyse des besoins de protection, comprenant : (1) les résultats de la collecte de toutes les informations de base pertinentes, en utilisant différentes méthodes et sources, y compris les informations provenant d'autres clusters si possible; et (b) l'examen de ces données pour identifier des tendances, par exemple dans la nature des violations ou des menaces auxquelles les populations sont confrontées, des contraintes et des opportunités de réponse, afin de déterminer des objectifs prioritaires d'action ;
- (c) Spécifier les méthodes d'évaluation et d'analyse de la situation utilisées pour l'élaboration du projet (évaluations participative ou fondées sur la communauté, etc.) ;
- (d) Prendre en compte les problèmes de protection spécifiques de chaque segment de la population (analyse comparative de la situation entre les sexes) et développer des stratégies de protection adaptées. La collecte et l'analyse des données doivent être désagrégées par sexe (femmes, filles, hommes, et garçons), âge et diversité ;
- (e) Identifier les populations vulnérables/ayant des besoins spécifiques, notamment les personnes âgées, avec handicap, enfants non accompagnés et séparés, etc., pour promouvoir des interventions adaptées à ces personnes particulièrement vulnérables en situation d'urgence ;
- (f) Intégrer les questions de genre à tous les stades de l'évaluation, de la planification et de l'exécution des programmes ;
- (g) Cartographier la diversité afin d'identifier les préoccupations en matière de protection et les capacités des différents groupes, en fonction de l'âge, du sexe et de leur diversité (ex. origine, ethnie, etc.) ;
- (h) Identifier les principales lacunes de protection dans les réponses et de discerner la capacité et les contraintes des communautés et des autorités locales pour combler ces lacunes.

### 2. Objectifs et résultats attendus en matière de protection

➤ **Le projet doit :**

- (a) Identifier clairement les objectifs et les résultats attendus du projet. Les objectifs et les résultats doivent être spécifiques, mesurables et atteignables et comporter une description pratique des améliorations réalistes de la vie quotidienne des personnes en ce qui concerne le respect de leurs droits.
- (b) Les résultats sont sensibles au genre.

### 3. Activités en matière de protection

➤ **Le projet doit :**

- (a) Indiquer les **populations cibles** pour lesquelles et/ou avec qui (déplacés internes et/ou communautés d'accueil, etc.) les activités du projet seront mises en œuvre, ceci sur la base



des critères de priorisation contenus dans la stratégie de protection du PAH 2013 (chapitre protection) :

- i. Personnes à vulnérabilité accrue aux risques de protection liés aux conflits et violences armés et aux risques de discrimination, basée sur l'âge, le genre et la diversité ;
  - ii. Personnes à besoins spécifiques (personnes âgées, vivant avec handicap, survivant(e)s des violences sexuelles, vivant avec le VIH/Sida, malades chroniques, etc.) qui sont confrontés à des risques accrus de discrimination et marginalisation.
- (b) Intégrer des actions précises pour assurer la planification axée sur l'approche sexo-spécifique ; le projet est conçu et mis en œuvre pour respecter les besoins différents des femmes, des filles, des garçons et des hommes ;
  - (c) L'organisation /agence adhère à, et forme tous son staff, sur un code de conduite qui interdit tout abus et exploitation, en particulier sexuelles, des bénéficiaires et informe les bénéficiaires de ses droits de rapporter de tels abus.

#### **4. Suivi et évaluation de l'impact en termes de protection**

➤ **Le projet doit :**

- (a) Spécifier **les indicateurs** qui mesurent les progrès réalisés pour atteindre les objectifs fixés (indicateurs d'impact et de performance) par âge, sexe et diversité (des indicateurs servant à effectuer le suivi de la planification basée sur l'égalité des sexes). Ceci en se référant de préférence aux indicateurs de la stratégie protection intégrée dans le PAH (chapitre protection);
- (b) Indiquer la méthodologie et type de suivi du projet, pendant sa mise en œuvre, notamment pour identifier les modifications nécessaires pour répondre aux changements éventuels dans le contexte de l'urgence. Le suivi comprend : (i) Suivi de la situation (les conditions d'une opération donnée peuvent changer) ; (ii) Suivi des résultats du projet (mesure des progrès accomplis dans l'obtention des résultats liés au plan de mise en œuvre) ; (iii) suivi de l'impact : examine si un programme a l'impact prévu et détermine les changements nécessaires pour l'améliorer. Il permet également de vérifier si un aspect de la réponse a produit des effets négatifs sur les membres de la communauté ou sur d'autres acteurs.
- (c) Indiquer les méthodes pour assurer la redevabilité envers les bénéficiaires (« accountability »). Comment le projet permet-il la participation des populations ciblées dans l'organisation et la mise en œuvre de la réponse, afin d'apporter les mesures correctrices nécessaires au cours de l'exécution du projet. Comment les populations ciblées seront-elles tenues informées des résultats obtenus et des leçons tirées du projet ?



## Partie 2 : Principes généraux

Les critères suivants doivent également être pris en compte :

- ✓ **Projets avec une approche orientée vers des solutions durables:** projets qui cherchent, dans la mesure du possible, à répondre aux causes sous-jacentes des conflits, à faciliter le relèvement précoce, à surmonter les obstacles aux solutions durables, en particulier en ce qui concerne le retour ou l'intégration locale, qui sont liés à des projets de développement à plus long terme, ceci en fonction des causes et des circonstances du déplacement, des souhaits des déplacés internes en matière de solutions durables (intégrés dès les premières étapes d'une évaluation des besoins), de leurs droits et de leurs vulnérabilités spécifiques (exemple : projets qui renforcent les capacités des communautés à répondre aux crises et à prévenir leurs récurrence, projets qui renforcent la cohésion sociale et la réconciliation, etc.). Ces projets peuvent avoir une durée jusqu'à 24 mois.
- ✓ **Projets qui créent des réponses innovantes :** projets innovateurs qui combinent des expertises, expériences, méthodes et idées diverses pour trouver des idées nouvelles et créatives et des nouvelles manières de surmonter les obstacles.
- ✓ **Projets inclusifs et/ou multisectoriels :** projets qui favorisent des approches communes, qui impliquent une diversité d'acteurs, y compris des autorités locales/nationales et/ou la société civile, des interventions intersectorielles, avec une réponse cohérente, capables de maximiser l'impact combiné de la réponse en matière de protection.
- ✓ **Projets avec une approche de continuité et durabilité :** projets avec une stratégie qui contribue à pérennisation des activités et avec une stratégie de sortie bien définie , en particulier dans les situations où les problèmes de sécurité ou de financement contraignent certains acteurs à réduire ou suspendre temporairement leurs activités, ceci en contribuant également à promouvoir l'impact des activités sur le long terme (appropriation locale, utilisation des capacités locales, qui appuient les initiatives spontanées des communautés locales).
- ✓ **Projets qui renforcent la prévention et contribuent à la réduction des risques de violences sexuelles liées au conflit,** au sein de la communauté, avec des approches pratiques et en intégrant le Gouvernement et la société civile dans les mécanismes de prévention (projets basées sur des études/analyses spécifiques). Les projets qui portent sur l'accès des survivant(e)s à la justice et la réparation sensibles au genre (visant l'égalité des sexes). Dans le cadre de ces projets, des interventions multi-secteur avec le cluster éducation en matière de renforcement de l'éducation des femmes et des filles sont encouragées (voir aussi projets basés sur le genre).
- ✓ **Projets qui prennent en compte la protection des personnes à besoins spécifiques** (personnes âgées, avec handicap, survivant(e)s de violences sexuelles, etc.) dans l'évaluation, la mise en œuvre et les résultats attendus du projet. La prise en compte des personnes à vulnérabilité aiguë est essentielle pour assurer une assistance humanitaire inclusive et non discriminatoire.
- ✓ **Projets basés sur le genre :** Projets dont l'objectif principal est de promouvoir l'égalité des sexes (Notation Gender Marker 2b).
- ✓ **Projets qui intègrent le VIH/Sida :** Projets qui offrent une protection contre les violations des droits humains liées au VIH (de protection des femmes et des filles, de protection de l'enfant, de prévention des violences sexuelles, de soutien aux dispositifs de prise en charge, etc.), conformément aux directives sur les interventions relatives au VIH dans les situations humanitaires.



## Cluster Protection RDC

- ✓ **Projets « environnement friendly »** : Projets sensibles aux risques environnementaux potentiels (si applicable), qui envisagent des mesures préventives.
- ✓ **Tous les projets doivent être basés sur le principe d'innocuité (« Ne pas nuire »)** et indiquer quelles précautions seront prises pour assurer que le projet n'expose pas les populations ciblées à de nouveaux risques pour leur protection et la cohésion sociale (les activités n'ont pas un impact négatif sur les relations communautaires et la cohésion sociale dans les zones dans lesquelles elles sont mises en œuvre).



## Partie 3 : Projets dans les secteurs thématiques du Cluster

### 3.1 Violences sexuelles et basées sur le genre

- ✓ L'agence/l'organisation doit posséder une expertise démontrée en SGBV ;
- ✓ Le projet doit être en accord avec la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en RDC ;
- ✓ Le projet respecte les lignes directrices en matière d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire, notamment les normes en matière de confidentialité et de meilleur intérêt des victimes (voir ci-dessous) ;
- ✓ Le projet doit promouvoir une approche multisectorielle et mettre un accent sur les mécanismes de référence et de suivi pour des survivant(e)s de violences sexuelles et/ou les enfants issues de viol ;
- ✓ Le projet doit renforcer les mécanismes de prévention des violences sexuelles au sein de la communauté et leur appropriation par cette dernière ;
- ✓ Le projet implique les acteurs étatiques, y compris la police et les forcées armées, ainsi que la société civile et vise à renforcer leurs capacités et leur implication dans la prévention et/ou la réponse aux violences sexuelles ;
- ✓ Pour les projets avec des activités dans le domaine de la justice : le/s partenaire/s qui met/mettent en œuvre les activités a le moyens humains et l'expertise dans le secteur pour le faire, qui permet une action de qualité ;
- ✓ Le projet prend en compte la formation du personnel de santé et des prestataires de services ;
- ✓ Le projet adresse les questions liées au VIH/SIDA y compris l'accès à la prévention, au traitement, soins et soutien pour les survivants d'agressions ou d'exploitations sexuelles, conformément aux directives sur les interventions relatives au VIH dans les situations humanitaires.

#### ➤ Lignes directrices applicables

- ✓ IASC, Directives en vue d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire, 2005
- ✓ IASC, Les femmes, filles, garçons et hommes, des besoins différents, des chances égales, 2008
- ✓ IASC, Directives sur les interventions relatives au VIH dans les situations humanitaires, 2010
- ✓ OMS, Principes d'éthique et de sécurité recommandés par l'OMS pour la recherche, la documentation et le suivi de la violence sexuelle dans les situations d'urgence, 2007
- ✓ UNHCR, Working with men and boy survivors of sexual and gender based violence in forced displacement, 2012
- ✓ UNHCR, Manuel pour la protection des femmes et des filles, 2008
- ✓ UNHCR, La violence sexuelle et sexiste contre les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées, 2007
- ✓ UNHCR, Action against Sexual and Gender-Based Violence: An Updated Strategy, Division of International Protection, 2011
- ✓ Loi N.06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code Pénal Congolais ;
- ✓ Loi N. 06/19 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 06 août 1959 portant Code de Procédure Pénale Congolais ;
- ✓ Ministère du genre, de la Famille et de l'enfant. République Démocratique de Congo. « Stratégie National de Lutte Contre Les Violences Bases sur le Genre ».

### 3.2 Protection de l'enfant

- ✓ Le projet est en ligne avec les normes minimales sur la protection de l'enfant dans l'intervention humanitaire ;



## Cluster Protection RDC

- ✓ Le projet prend en compte des besoins spécifiques des filles et des garçons et promeut leur participation dans toutes ses phases;
- ✓ Le projet favorise la participation effective de la communauté à la promotion et à la protection des droits de l'enfant par la mise en œuvre d'activités de prévention et le référencement aux structures pertinentes ;
- ✓ Le projet est en ligne avec: (a) le Plan d'action pour la lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfant ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant signé par le Gouvernement de la RDC; (b) le Cadre Opérationnel du gouvernement de la RDC pour la prévention, le retrait et la prise en charge des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés ; (c) les principes des IDDRS et les Principes de Paris ;
- ✓ Le projet est conforme aux lignes directrices applicables (voir ci-dessous) ;
- ✓ Le projet associe les acteurs étatiques pertinents (Divisions des Affaires Sociales, Jeunesse et Sport, Genre Famille et Enfants, Droits Humains et Justice) ;
- ✓ Le document de projet spécifie si l'organisation participe au mécanisme de surveillance et de communication des violations graves des droits de l'enfant (SCR 1612). Si tel est le cas, une activité de formation du staff sur le mécanisme est encouragée.

### ➤ Lignes directrices applicables

- ✓ IASC, Principes directeurs sur la santé mentale et l'accompagnement psychosocial dans les urgences, 2007
- ✓ Principes directeurs inter-agence relatifs aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, 2004
- ✓ Plan d'action pour la lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfant ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant par les forces armées et les services de sécurité de la République Démocratique du Congo, 2012
- ✓ Cadre opérationnel pour la prévention, le retrait et la prise en charge des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés, 2008
- ✓ Principes de paris - principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés, 2007
- ✓ Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire, UNICEF, 2010.
- ✓ Normes minimales pour la protection de l'enfant dans l'intervention humanitaire, GTPE Global, 2012.
- ✓ Lignes Directrices sur les RECOPE et les espaces amis d'enfant, GTPE RDC, 2012
- ✓ *Pour plus d'information voir le site Internet du Groupe de Travail Protection de l'Enfant : <http://cpwg.net>*

### 3.3 Habitat, Terre et Propriété

- ✓ Le projet offre aux personnes retournées ou encore en situation de déplacement des mécanismes pour récupérer leurs logements, terres et autres propriétés ;
- ✓ Le projet prend en compte le besoin pour les bénéficiaires de récupérer leurs documents civils relatifs à leurs droits fonciers et de propriété qui ont pu être perdus ou détruits pendant la période de déplacement ;
- ✓ Le projet contribue à la cohésion sociale et au relèvement communautaire dans les zones de retour, notamment à travers la prévention et la résolution des conflits fonciers ;
- ✓ Le projet promeut une démarche intégrée en faisant le lien entre l'accès à la terre et l'accès à un logement adéquat et aux services de base ;
- ✓ Le projet contribue à une meilleure compréhension des problèmes liés aux droits fonciers et de propriété auxquels sont confrontés les acteurs humanitaires, notamment au niveau du groupe de travail Terre, Habitat et Propriété ;
- ✓ Le projet contribue à alimenter la base de données sur les conflits fonciers ;
- ✓ Le projet est basé sur une synergie entre les autorités nationales/locales et acteurs œuvrant pour répondre aux questions d'accès au logement, la terre et la propriété ;



## Cluster Protection RDC

- ✓ Le projet apporte une attention particulière à la situation des femmes, des enfants et des personnes vulnérables afin de protéger et promouvoir leur accès au droit au logement, à la terre et à la propriété.

### ➤ Lignes directrices applicables

- ✓ Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (1998)
- ✓ Housing and Property Restitution for Refugees and Displaced Persons : Implementing the Pinheiro Principles (2007)
- ✓ UNHCR, Manuel du HCR sur la protection des femmes et des filles, 2008 (section 5.8, Housing, Land and Property p320 à p.331)
- ✓ Framework for Supporting a more coherent, predictable and effective response to the durable solutions needs of refugee returnees and internally displaced persons (2010)
- ✓ Pour plus d'information consulter le site: [www.globalprotectioncluster.org/en/areas-of-responsibility/housing-land-and-property.html](http://www.globalprotectioncluster.org/en/areas-of-responsibility/housing-land-and-property.html)

## 3.4 Lutte Anti mines

- ✓ Le projet vise à prendre en charge les risques et/ou les conséquences des mines terrestres et des restes explosifs de guerre (REG). Son objectif premier est de créer un environnement dans lequel les personnes peuvent vivre en sécurité, où le développement social et économique n'est pas entravé ;
- ✓ Le projet rentre dans le cadre des cinq composantes majeures de lutte contre les mines :
  - **L'enlèvement des mines terrestres et des restes explosifs de guerre**, qui comporte la cartographie, le marquage, l'enlèvement, les relevés après enlèvement, la liaison avec la communauté concernant la lutte anti-mines, la remise des terrains nettoyés et l'évaluation après enlèvement.
  - **L'éducation aux dangers des mines**, qui comprend des campagnes d'information, d'éducation et de formation des personnes et des communautés sur les dangers des mines terrestres dans toutes les zones minées ou suspectées de l'être.
  - **L'assistance aux victimes**, qui couvre les soins et les activités de réhabilitation visant à répondre aux besoins immédiats et à long terme des victimes des mines terrestres, de leur famille et des communautés touchées.
  - **La destruction des stocks**, qui a pour but d'aider l'État à détruire son stock de mines antipersonnel en leur apportant un soutien pour la destruction sûre et durable de ces stocks et pour la mobilisation des ressources.
  - **Le plaidoyer**, qui vise à promouvoir le développement et le respect des normes juridiques internationales sur les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, et à promouvoir le respect des droits de l'homme des personnes et des communautés touchées par les mines.
- ✓ Le projet contribue à réduire les menaces à la vie humaine liées à la présence des mines terrestres et des REG, et à faciliter la liberté de circulation, notamment l'accès aux champs, aux routes, aux sources d'approvisionnement en eau, aux écoles, aux établissements de santé et autres services publics ;
- ✓ Le projet tient compte des priorités établies par l'UNMACC et le Centre Congolais de Lutte Anti-mines pour le nettoyage des zones contaminées ;
- ✓ Dans l'éducation aux dangers des mines, le projet donne une attention particulière aux personnes vulnérables (enfants, personnes âgées, etc.) vivant dans des zones minées ou suspectées de l'être, notamment les zones de déplacement et de retour ;
- ✓ Le projet contribue à renforcer la protection des populations vivant dans les zones à proximité de dépôts des munitions ;
- ✓ Le projet contribue à alimenter la base de données IMSMA sur les victimes et la contamination des zones.



## Cluster Protection RDC

- ✓ Le partenaire doit posséder une expertise dans ce domaine et coordonner ses activités avec le Service de la lutte anti-mines (UNMAS).

### ➤ Lignes directrices applicables

- ✓ Guide de l'action contre les mines et les restes explosifs de la guerre, Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD), 2010
- ✓ Directives sur l'égalité entre les sexes dans les programmes de lutte anti-mines, UNMAS, 2005
- ✓ Manuel de sécurité sur les mines terrestres et les débris explosifs de guerre: un manuel à l'intention des personnes travaillant dans des environnements pollués par des mines terrestres et autres débris explosifs de guerre, UNMAS, 2005
- ✓ Plan stratégique de la Lutte Anti-mines en RDC 2012-2016, 2011
- ✓ Normes Nationales de l'Assistance aux Victimes de Mines et Restes Explosifs de Guerre (REG)
- ✓ Normes Nationales de l'Education aux Risques des Mines et Restes Explosifs de Guerre (REG)
- ✓ Normes internationales de Gestion et de la Sécurité Physique des dépôts des munitions
- ✓ Pour plus d'information consulter le site: <http://www.globalprotectioncluster.org/en/areas-of-responsibility/mineaction.html>

### Partie 4 : Documents principaux de référence

- ✓ Plan d'Action Humanitaire RDC 2013
- ✓ GPC, Manuel pour la protection des déplacés internes, 2008
- ✓ IASC/PCWG, La protection des personnes déplacées par un conflit à l'intérieur de leur propre pays : évaluation en vue d'une action, 2008
- ✓ IASC, Action humanitaire et personnes âgées : Informations indispensables à l'attention des acteurs humanitaires, 2008
- ✓ UNHCR/HelpAge International, Working with Older People in Forced Displacement, 2013
- ✓ Working with Persons with Disabilities in Forced Displacement, 2011
- ✓ Cours interactif en ligne sur le Genre : <http://www.interaction.org/iasc-gender-elearning> (en anglais)

Tous les documents de référence/Lignes directrices applicables contenues dans ce document seront disponibles sur [www.rdc-humanitaire.net](http://www.rdc-humanitaire.net) dans la page du Cluster Protection/Lignes Directrices Pooled Fund/Cluster protection.

Cluster Protection  
Kinshasa, 15/03/2013